



Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires  
Zwischenstaatliche Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr  
Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail

Groupe de travail permanent de  
la Commission d'experts du RID

RID-26014-CE-SWG20-7  
Distrib. générale

14.04.2026  
Original : DE

## 20<sup>E</sup> SESSION

---

**Implication des parties prenantes**

**Proposition du Secrétariat**

## I. INTRODUCTION

1. Le projet de révision du règlement intérieur de la Commission d'experts du RID (document RID-26013-CE-SWG20-6) comporte diverses propositions de modifications relatives à la participation des parties prenantes aux sessions de la Commission d'experts du RID :
  - une nouvelle lettre n) à l'article premier, qui renferme une définition du terme « partie prenante » ;
  - la modification du § 2 (devenant § 4) de l'article 5, qui prévoit une liste des parties prenantes enregistrées et des organisations internationales qui sont invitées permanentes aux sessions de la Commission d'experts du RID en qualité d'observateurs ;
  - une nouvelle lettre d) à l'article 22, § 1, qui habilite le Groupe de travail permanent de la Commission d'experts du RID à statuer sur l'ajout de parties prenantes et organisations internationales dans la liste des parties prenantes enregistrées et des organisations internationales qui sont invitées permanentes aux sessions de la Commission d'experts du RID.
2. Ces modifications s'appuient sur la « Recommandation sur l'implication des parties prenantes dans les travaux de l'OTIF » (voir document OTIF-22002-JUR 2 ci-annexé) adoptée par la Commission ad hoc sur les questions juridiques et la coopération internationale de l'OTIF à sa 2<sup>e</sup> session, en avril 2022, qui confirme le rôle important joué par les parties prenantes dans l'élaboration, l'application, mais aussi la veille et l'évaluation des instruments internationaux de l'OTIF.
3. À sa 5<sup>e</sup> session en novembre 2023, la Commission ad hoc a décidé « qu'aux fins de l'implication des parties prenantes dans ses activités, le terme "expert" incluait tant les expertes et experts indépendants que les expertes et experts représentant des personnes morales actives dans le secteur ferroviaire international, comme les transporteurs et les gestionnaires d'infrastructure » (voir document OTIF-23005-JUR 5, point 10 de l'ordre du jour, sous-point 2). S'appuyant sur les besoins concrets des acteurs du rail, cette clarification a élargi le cercle des personnes pouvant participer en tant que parties prenantes.
4. À sa 16<sup>e</sup> session (Berne, 25 et 26 septembre 2024), l'Assemblée générale de l'OTIF a appuyé la « Recommandation sur l'implication des parties prenantes dans les travaux de l'OTIF », élaborée par la Commission ad hoc dans le but d'établir une politique cadre efficace, inclusive, non discriminatoire et transparente pour l'implication des parties prenantes dans les travaux de l'OTIF. La recommandation laisse à chaque organe une marge de manœuvre suffisante quant à savoir comment (et si) il veut la mettre en œuvre.
5. À la même session, l'Assemblée générale a décidé « eu égard à l'article 14, § 7, de la COTIF, de donner son accord préalable à l'invitation en tant qu'observateurs à ses futures sessions des associations internationales qui, en application de la recommandation OTIF-22002-JUR 2, sont des parties prenantes enregistrées au sein des commissions visées à l'article 13, § 1, de la COTIF ou établies conformément à l'article 13, § 2, de la COTIF ».

6. Par la suite, la Commission ad hoc, qui applique depuis quelque temps déjà la recommandation, a constaté que l'application du point 4.3 engendrait des difficultés pratiques dans la mesure où une seule objection suffisait à entraîner le report de la décision sur l'octroi du statut de partie prenante enregistrée. En effet, la demande doit dans ce cas être soumise à la session suivante de l'organe compétent, ce qui en alourdit par ailleurs la charge de travail.
7. À sa 8<sup>e</sup> session en décembre 2025, la Commission ad hoc a par conséquent décidé que : « par dérogation aux points 4.3 et 4.4 de la recommandation (OTIF-22002-JUR 2), le statut de "partie prenante enregistrée" devrait être accordé ou révoqué par voie de procédure écrite. Un délai d'objection d'au moins un mois doit être accordé aux membres de la Commission ad hoc à compter du moment où le Secrétariat soumet la demande pour décision. Si moins d'un tiers des membres font objection, la demande est réputée acceptée ; dans le cas contraire, la Commission ad hoc examine la demande à sa session suivante ».
8. Cette modification a permis d'une part de prolonger le délai d'objection de 14 jours à un mois, et d'autre part d'établir un seuil d'objections d'un tiers, au lieu d'une seule voix, avant que la Commission ad hoc soit saisie.

## II. PROPOSITION

9. Aux fins de la mise en œuvre de la décision de la 16<sup>e</sup> Assemblée générale de l'OTIF, il est proposé d'étendre l'application de la « Recommandation sur l'implication des parties prenantes dans les travaux de l'OTIF » à la Commission d'experts du RID, en tenant compte de l'expérience acquise par la Commission d'experts du RID, en particulier concernant le point 4.3.
10. Cela fait déjà plusieurs décennies que des parties prenantes accompagnent les travaux des différentes instances chargées de la réglementation du transport des marchandises dangereuses. Il est en effet important pour les États membres que soient intégrées dans les discussions des positions concertées des associations. Au vu de la multitude d'associations concernées qui participent activement au développement des prescriptions pour le transport des marchandises dangereuses, le statut de partie prenante enregistrée ne devrait être accordé à des expertes et experts indépendants que si leur domaine d'expertise n'est pas déjà couvert par une association disposant du statut de partie prenante enregistrée. Un nombre excessif d'expertes et experts indépendants pourrait être contre-productif et nuire à l'efficacité des travaux de la Commission d'experts du RID.
11. Lors de la révision de son règlement intérieur dans le cadre de l'entrée en vigueur de la COTIF 1999, la Commission d'experts du RID avait décidé que : « En ce qui concerne la liste des organisations et associations internationales mentionnée à l'article 5 § 2, qui peuvent être sans autre [sic] invitées aux sessions, la Commission d'experts du RID a décidé d'utiliser la liste applicable de la Réunion commune en y ajoutant l'UIRR (Association internationale des sociétés du trafic combiné rail-route [sic]). » (voir rapport final A 81-03/501.2006 de la 42<sup>e</sup> session de la Commission d'experts du RID [Madrid, 21-25 novembre 2005]).

12. Il est proposé que les associations internationales et parties prenantes suivantes soient invitées permanentes :
- Association européenne des gaz industriels (EIGA),
  - Association internationale des conseillers à la sécurité (IASA),
  - Association internationale des marchandises dangereuses et des conteneurs (IDGCA),
  - Comité européen de normalisation (CEN),
  - Comité international des transports ferroviaires (CIT),
  - Confédération européenne des négociants en combustibles et carburants (ECFD),
  - Conseil européen de l'industrie chimique (Cefic),
  - Conseil européen de l'industrie des peintures, des encres d'imprimerie et des couleurs d'art (CEPE),
  - Council on Safe Transportation of Hazardous Articles (COSTHA),
  - European Cylinder Makers Association (ECMA),
  - Fédération européenne des activités de la dépollution et de l'environnement (FEAD),
  - Fédération européenne des aérosols (FEA),
  - Fédération internationale des associations de transitaires et assimilés (FIATA),
  - International Confederation of Container Reconditioners (ICCR),
  - *Liquid Gas Europe*,
  - Organisation internationale des conteneurs-citernes (ITCO),
  - RECHARGE,
  - Recycling Europe (EuRIC),
  - Sporting Arms and Ammunition Manufacturers' Institute (SAAMI),
  - Union des industries ferroviaires européennes (UNIFE).
  - Union internationale des chemins de fer (UIC),
  - Union internationale des transports routiers (IRU),
  - Union internationale des wagons privés (UIP),
  - Union internationale pour le transport combiné rail-route (UIRR),
13. Deux associations, à savoir le Comité de liaison de la construction de carrosseries et de remorques (CLCCR) et l'Organisation internationale des constructeurs d'automobiles (OICA), n'ont pas été incluses dans la liste car actives dans le secteur routier exclusivement.
14. L'Union européenne de la navigation fluviale (UENF) et l'Organisation européenne des bateliers (OEB) n'ont pas non plus été retenues, car leur domaine d'activité est la navigation fluviale.
15. Le Groupe de travail permanent est prié d'évaluer la nécessité d'appliquer la recommandation, en tenant compte des dérogations susmentionnées, afin que la Commission d'experts du RID puisse ensuite décider de la marche à suivre.

16. Le Groupe de travail permanent recommande à la Commission d'experts du RID d'adopter les décisions suivantes :

*La Commission d'experts du RID décide d'appliquer la « Recommandation sur l'implication des parties prenantes dans les travaux de l'OTIF » (OTIF-22002-JUR 2) afin d'associer les parties prenantes à ses travaux.*

*La Commission d'experts du RID décide d'accorder sans autre procédure le statut de partie prenante enregistrée aux associations internationales suivantes qui prennent activement part au développement des prescriptions pour le transport de marchandises dangereuses :*

- *Association européenne des gaz industriels (EIGA),*
- *Association internationale des conseillers à la sécurité (IASA),*
- *Association internationale des marchandises dangereuses et des conteneurs (IDGCA),*
- *Comité européen de normalisation (CEN),*
- *Comité international des transports ferroviaires (CIT),*
- *Confédération européenne des négociants en combustibles et carburants (ECFD),*
- *Conseil européen de l'industrie chimique (Cefic),*
- *Conseil européen de l'industrie des peintures, des encres d'imprimerie et des couleurs d'art (CEPE),*
- *Council on Safe Transportation of Hazardous Articles (COSTHA),*
- *European Cylinder Makers Association (ECMA),*
- *Fédération européenne des activités de la dépollution et de l'environnement (FEAD),*
- *Fédération européenne des aérosols (FEA),*
- *Fédération internationale des associations de transitaires et assimilés (FIATA),*
- *International Confederation of Container Reconditioners (ICCR),*
- *Liquid Gas Europe,*
- *Organisation internationale des conteneurs-citernes (ITCO),*
- *RECHARGE,*
- *Recycling Europe (EuRIC),*
- *Sporting Arms and Ammunition Manufacturers' Institute (SAAMI),*
- *Union des industries ferroviaires européennes (UNIFE),*
- *Union internationale des chemins de fer (UIC),*
- *Union internationale des transports routiers (IRU),*
- *Union internationale des wagons privés (UIP),*
- *Union internationale pour le transport combiné rail-route (UIRR).*

*Par dérogation aux point 4.3 et 4.4 de la recommandation OTIF-22002-JUR 2, la Commission d'experts du RID décide que le statut de « partie prenante enregistrée » auprès de la Commission d'experts du RID est accordé ou révoqué par voie de procédure écrite, au cours de laquelle le Secrétariat vérifie si la demande satisfait aux exigences formelles énoncées au point 4.2 de la recommandation et soumet la demande aux membres de la Commission d'experts du RID, accompagnée de l'évaluation du*

*Secrétariat. Un délai d'objection d'au moins un mois doit être accordé aux membres de la Commission d'experts du RID à compter de la date de soumission de la demande par le Secrétariat. Si moins d'un tiers des membres font objection, la demande est réputée acceptée ; le Secrétariat inscrit le demandeur dans la liste des parties prenantes enregistrées et des organisations internationales et en informe les membres. Si plus d'un tiers des membres font objection, la demande est examinée par la Commission d'experts du RID à sa session suivante.*

*La Commission ad hoc décide qu'aux fins de l'implication des parties prenantes dans ses activités, le terme « expert » inclut tant les expertes et experts indépendants que les expertes et experts représentant des personnes morales actives dans le secteur ferroviaire international, comme les transporteurs et les gestionnaires d'infrastructure, ou dans le secteur du transport de marchandises dangereuses ; le statut de partie prenante enregistrée ne peut être accordé à des expertes et experts indépendants que si leur domaine d'expertise n'est pas déjà couvert par une association disposant du statut de partie prenante enregistrée.*



Organisation intergouvernementale  
pour les transports internationaux  
ferroviaires (OTIF)

Zwischenstaatliche Organisation  
für den internationalen  
Eisenbahnverkehr (OTIF)

Intergovernmental Organisation  
for International Carriage  
by Rail (OTIF)

---

OTIF-22002-JUR 2

## **Recommandation sur l'implication des parties prenantes dans les travaux de l'OTIF**

adoptée par la Commission ad hoc sur les questions juridiques et la coopération internationale à sa 2<sup>e</sup> session, le 5 avril 2022

## **Empfehlung zur Einbindung von Interessengruppen in die Arbeit der OTIF**

angenommen vom Ad-hoc-Ausschuss für Rechtsfragen und internationale Zusammenarbeit auf seiner 2. Tagung am 5. April 2022

## **Recommendation on involving stakeholders in OTIF's work**

adopted by the ad hoc Committee on Legal Affairs and International Cooperation at its 2<sup>nd</sup> session on 5 April 2022

**Recommandation sur l'implication des parties prenantes dans les travaux de l'OTIF (OTIF-22002-JUR 2)**

**adoptée par la Commission ad hoc sur les questions juridiques et la coopération internationale à sa 2<sup>e</sup> session, le 5 avril 2022**

La Commission ad hoc sur les questions juridiques et la coopération internationale,

*vu* le but de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF) de favoriser, améliorer et faciliter, à tout point de vue, le trafic international ferroviaire conformément à l'article 2, § 1, de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999 (COTIF) ;

*vu* l'article 13, l'article 14, § 7, et l'article 16, § 5 de la COTIF ;

*vu* le point 7.5 du document final de la 15<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale (OTIF-21001-AG 15, 29 septembre 2021) ;

*considérant* que pour atteindre le but de l'OTIF, une implication effective des parties prenantes de l'OTIF est requise ;

*considérant* que les parties prenantes jouent un rôle crucial dans l'élaboration des instruments juridiques internationaux, leur application, leur veille et leur évaluation ;

*rappelant* que selon la « Décision sur la veille et

**Empfehlung zur Einbindung von Interessengruppen in die Arbeit der OTIF (OTIF-22002-JUR 2)**

**angenommen vom Ad-hoc-Ausschuss für Rechtsfragen und internationale Zusammenarbeit auf seiner 2. Tagung am 5. April 2022**

Der Ad-hoc-Ausschusses für Rechtsfragen und internationale Zusammenarbeit,

*gestützt auf* das Ziel der Zwischenstaatlichen Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr, den internationalen Eisenbahnverkehr in jeder Hinsicht zu fördern, zu verbessern und zu erleichtern (Artikel 2 § 1 des Übereinkommens über den internationalen Eisenbahnverkehr vom 9. Mai 1980 in der Fassung des Protokolls vom 3. Juni 1999) (COTIF) ;

*gestützt auf* Artikel 13, 14 § 7 und 16 § 5 COTIF ;

*gestützt auf* Punkt 7.5 des Schlussdokuments der 15. Tagung der Generalversammlung (OTIF-21001-AG 15, 29. September 2021) ;

*in der Erwägung*, dass zur Erreichung des Ziels der OTIF eine effektive Einbindung der Interessengruppen erforderlich ist ;

*in der Erwägung*, dass die Interessengruppen eine entscheidende Rolle bei der Entwicklung internationaler Instrumente, ihrer Anwendung sowie ihrer Überwachung und Bewertung spielen ;

*unter Hinweis darauf*, dass eine erfolgreiche

**Recommendation on involving stakeholders in OTIF's work (OTIF-22002-JUR 2)**

**adopted by the ad hoc Committee on Legal Affairs and International Cooperation at its 2<sup>nd</sup> session on 5 April 2022**

The ad hoc Committee on Legal Affairs and International Cooperation,

*Having regard* to the aim of the Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail (OTIF) to promote, improve and facilitate, in all respects, international traffic by rail as defined in Article 2 § 1 of the Convention concerning International Carriage by Rail of 9 May 1980 in the version of the Protocol of 3 June 1999 (COTIF) ;

*Having regard* to COTIF Articles 13, 14 § 7 and 16 § 5 ;

*Having regard* to point 7.5 of the Final Document of the 15<sup>th</sup> session of the General Assembly (OTIF-21001-AG 15, 29 September 2021) ;

*Considering* that in order to achieve OTIF's aim, the effective involvement of stakeholders is required ;

*Considering* that stakeholders play a crucial role in developing international instruments, applying them and monitoring and assessing them ;

*Recalling* that successful implementation of the

l'évaluation des instruments juridiques » (OTIF-21002-AG 15, 28 septembre 2021), le succès de la mise en œuvre de la veille et de l'évaluation des instruments juridiques dépend de l'implication et de la participation actives des parties prenantes intéressées, entre autres ;

*soulignant* que chaque organe de l'OTIF visé à l'article 13 de la COTIF est chargé d'établir ses propres règles pour l'implication des parties prenantes selon les conditions prévues dans la COTIF et son propre règlement intérieur ;

*déterminée* à établir une politique cadre efficace, inclusive, non discriminatoire et transparente pour l'implication des parties prenantes dans les travaux de l'OTIF ;

a adopté la présente recommandation :

### **1. Introduction**

1.1. Le but de l'OTIF est mis en œuvre via l'adoption d'instruments juridiques, c'est-à-dire la Convention et tout autre acte juridiquement contraignant ou non contraignant adopté par les organes de l'OTIF<sup>1</sup>.

Umsetzung der Überwachung und Bewertung von Rechtsinstrumenten gemäß dem „Beschluss zur Überwachung und Bewertung von Rechtsinstrumenten“ (OTIF-21002-AG 15, 28. September 2021) unter anderem von der aktiven Beteiligung und Mitwirkung der relevanten Interessengruppen abhängt;

*unter Hinweis darauf*, dass jedes der in Artikel 13 COTIF genannten Organe der OTIF für die Festlegung seiner Vorschriften für die Einbindung von Interessengruppen gemäß den im COTIF und in seiner jeweiligen Geschäftsordnung festgelegten Bedingungen zuständig ist;

*entschlossen*, einen transparenten, nicht diskriminierenden, integrativen und effizienten Rahmen für die Einbindung von Interessengruppen in die Arbeit der OTIF zu schaffen;

hat folgende Empfehlung angenommen:

### **1. Einleitung**

1.1 Das Ziel der OTIF wird durch die Annahme von Rechtsinstrumenten umgesetzt, d. h. durch das Übereinkommen oder jeden anderen, von den Organen der OTIF angenommenen verbindlichen oder

monitoring and assessment of legal instruments depends on the active involvement and participation of, among others, relevant stakeholders in accordance with the 'Decision on the monitoring and assessment of legal instruments' (OTIF-21002-AG 15, 28 September 2021);

*Emphasising* that each OTIF organ referred to in COTIF Article 13 is responsible for establishing its rules for involving stakeholders under conditions laid down in COTIF and its respective Rules of Procedure;

*Determined* to establish a transparent, non-discriminatory, inclusive and efficient framework policy for involving stakeholders in the work of OTIF;

Has adopted this Recommendation:

### **1. Introduction**

1.1. The aim of OTIF is implemented by the adoption of legal instruments, i.e. the Convention or any other legally binding or non-binding act adopted by OTIF organs<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voir article premier de la « Décision sur la veille et l'évaluation des instruments juridiques » (OTIF-21002-AG 15, 28 septembre 2021) et les « Notes explicatives relatives à la décision sur la veille et l'évaluation des instruments juridiques » (OTIF-21003-AG 15, 28 septembre 2021).

Siehe Artikel 1 des „Beschlusses zur Überwachung und Bewertung von Rechtsinstrumenten“ (OTIF-21002-AG 15, 28. September 2021) und „Erläuternde Anmerkungen zum Beschluss zur Überwachung und Bewertung von Rechtsinstrumenten“ (OTIF-21003-AG 15, 28. September 2021).

See Article 1 of 'Decision on the monitoring and assessment of legal instruments' (OTIF-21002-AG 15, 28 September 2021) and 'Explanatory notes on the decision on the monitoring and assessment of legal instruments' (OTIF-21003-AG 15, 28 September 2021).

1.2 La compétence pour l'élaboration, l'adoption, la veille et l'évaluation des instruments juridiques de l'OTIF est partagée entre les organes visés à l'article 13 de la COTIF ou les organes établis par eux.

1.3 Au sens large, une partie prenante est toute personne physique ou morale concernée par les instruments juridiques ou qui leur porte un intérêt légitime. Aux fins de la présente Recommandation, seuls les instruments juridiques relevant du domaine du transport ferroviaire sont pertinents. Par conséquent, dans la pratique, les parties prenantes sont différents acteurs concernés par les instruments juridiques (voyageurs, entreprises ferroviaires, gestionnaires d'infrastructure, etc.) ou qui leur portent un intérêt légitime (associations nationales ou internationales représentant des entreprises ferroviaires, gestionnaires d'infrastructure, etc.). De plus, les établissements universitaires, les universitaires, les chercheurs et les experts au sens large peuvent porter un intérêt professionnel aux instruments juridiques pertinents de l'OTIF<sup>2</sup>.

unverbindlichen Rechtsakt.<sup>1</sup>

1.2 Die Zuständigkeit für die Ausarbeitung, Annahme, Überwachung und Bewertung von Rechtsinstrumenten der OTIF ist auf die in Artikel 13 COTIF genannten Organe oder die von ihnen eingerichteten Organe verteilt.

1.3 Eine Interessengruppe ist im weitesten Sinne eine natürliche oder juristische Person, die von den Rechtsinstrumenten der OTIF betroffen ist oder ein berechtigtes Interesse an ihnen hat. Für die Zwecke dieser Empfehlung sind nur Rechtsinstrumente im Bereich des Eisenbahnverkehrs von Bedeutung. Folglich handelt es sich bei den Interessengruppen praktisch um verschiedene Akteure, die von den Rechtsinstrumenten betroffen sind (u. a. Fahrgäste, Eisenbahnunternehmen, Infrastrukturbetreiber) oder ein berechtigtes Interesse an ihnen haben (u. a. nationale oder internationale Verbände zur Vertretung von Eisenbahnunternehmen, Infrastrukturbetreibern). Darüber hinaus können akademische Einrichtungen, Wissenschaftler, Forscher und Sachverständige im weitesten Sinne ein berufliches Interesse an den einschlägigen Rechtsinstrumenten der OTIF haben.<sup>2</sup>

1.2. The competence for developing, adopting, monitoring and assessing OTIF legal instruments is divided among the organs referred to in COTIF Article 13 or the organs established by them.

1.3. A stakeholder, in a broad sense, means a natural or legal person affected by OTIF's legal instruments or with a legitimate interest in them. For the purpose of this Recommendation, only legal instruments in the area of railway transport are relevant. Consequently, in practical terms, stakeholders are different actors affected by legal instruments (such as passengers, railway undertakings, infrastructure managers, etc.) or having a legitimate interest in them (such as national or international associations representing railway undertakings, infrastructure managers, etc.). Moreover, academic institutions, academics, researchers and experts in a broad sense may have a professional interest in relevant OTIF legal instruments.<sup>2</sup>

<sup>2</sup> Ibid., article premier. / Ebd. Artikel 1. / Ibid., Article 1.

## 2. Étendue de l'implication des parties prenantes dans les travaux de l'OTIF

- 2.1. Au vu du grand nombre de parties prenantes individuelles (p. ex. voyageurs, transporteurs, etc.), l'OTIF ne peut pas impliquer activement chacune d'entre elles individuellement. Toutefois, cela n'empêche pas ces parties prenantes individuelles de participer directement aux consultations ouvertes ou de s'impliquer dans les travaux de l'OTIF via des associations internationales. Par conséquent, les organes de l'OTIF devraient développer et structurer des modalités d'implication active des associations internationales représentant les intérêts du secteur ferroviaire (p. ex. voyageurs, transporteurs, etc.) ainsi que des établissements universitaires, des universitaires, des chercheurs et des experts du transport ferroviaire.
- 2.2 Le but de l'implication des parties prenantes est de les associer activement à l'élaboration, l'application, la diffusion, la promotion, la veille et l'évaluation des instruments juridiques de l'OTIF dans le domaine du transport ferroviaire.
- 2.3 Même si la coopération avec les organisations intergouvernementales pertinentes dans le domaine des transports ou d'autres domaines connexes revêt également une importance cruciale, elle devrait continuer à faire l'objet d'accords particuliers écrits ou verbaux.

## 2. Umfang der Einbindung von Interessengruppen in die Arbeit der OTIF

- 2.1 In Anbetracht der großen Anzahl einzelner Interessenvertreter (z. B. Fahrgäste, Beförderer usw.) kann die OTIF nicht aktiv jeden einzelnen von ihnen einbinden. Dies schließt jedoch nicht aus, dass einzelne Interessenvertreter direkt an offenen Konsultationen teilnehmen oder über internationale Verbände in die Arbeiten der OTIF eingebunden werden. Folglich sollten die Organe der OTIF einen Rahmen für eine aktive Einbindung der internationalen Verbände, die die Interessen des Eisenbahnsektors (z. B. Fahrgäste, Beförderer usw.) vertreten, sowie der akademischen Einrichtungen, Wissenschaftler, Forscher und Sachverständigen im Eisenbahnverkehr entwickeln und gestalten.
- 2.2 Ziel der Einbindung von Interessengruppen ist es, diese aktiv in die Entwicklung, Anwendung, Verbreitung, Förderung, Überwachung und Bewertung der Rechtsinstrumente der OTIF im Bereich des Eisenbahnverkehrs einzubeziehen.
- 2.3 Auch wenn die Zusammenarbeit mit einschlägigen zwischenstaatlichen Organisationen im Verkehrsbereich oder in anderen Bereichen, die eine Schnittstelle zum Eisenbahnverkehr haben, ebenfalls von entscheidender Bedeutung ist, sollte diese Zusammenarbeit weiterhin Gegenstand spezifischer schriftlicher oder

## 2. Extent of involvement of stakeholders in the work of OTIF

- 2.1. Considering the large number of individual stakeholders (e.g. passengers, carriers, etc.), OTIF cannot actively involve each of them individually. However, that does not preclude such individual stakeholders from participating in open consultations directly or from being involved in the work of OTIF through international associations. Consequently, OTIF organs should develop and structure the active involvement of international associations representing the interests of the railway sector (e.g. passengers, carriers etc.) and academic institutions, academics, researchers and experts in railway transport.
- 2.2. The purpose of involving stakeholders is to include them actively in developing, applying, disseminating, promoting, monitoring, and assessing OTIF's legal instruments in the area of railway transport.
- 2.3. Even though cooperation with relevant intergovernmental organisations in the area of transport or in other areas that have an interface with railway transport is also of crucial importance, such cooperation should remain subject to specific written or unwritten agreements.

### 3. Principes de l'implication des parties prenantes dans les travaux de l'OTIF

- 3.1 L'implication des parties prenantes dans les travaux de l'OTIF devrait respecter les principes suivants :
- a) conformité à la COTIF, en particulier au but, à la structure institutionnelle et aux règles de prise de décision de l'OTIF ;
  - b) ne pas compromettre le statut juridique de l'OTIF en tant qu'organisation intergouvernementale indépendante, sa réputation et sa crédibilité ;
  - c) respect mutuel et intégrité ;
  - d) proportionnalité, transparence, non-discrimination et inclusivité pour une représentation large et équilibrée des parties prenantes ;
  - e) légalité, fiabilité et exactitude de la conduite et des contributions des parties prenantes ;
  - f) non-rémunération de la participation des parties prenantes aux activités de l'OTIF.

nicht schriftlicher Vereinbarungen sein.

### 3. Grundsätze für die Einbindung von Interessengruppen in die Arbeit der OTIF

- 3.1 Die Einbindung von Interessengruppen in die Arbeit der OTIF sollte den folgenden Grundsätzen folgen:
- a) Übereinstimmung mit dem COTIF, insbesondere mit dem Ziel, der institutionellen Struktur und den Vorschriften zur Entscheidungsfindung der OTIF;
  - b) Nichtgefährdung der Rechtsstellung der OTIF als unabhängige zwischenstaatliche Organisation, ihres Ruf und ihrer Glaubwürdigkeit;
  - c) gegenseitiger Respekt und Integrität;
  - d) Verhältnismäßigkeit, Transparenz, Nichtdiskriminierung und Einbeziehung einer breiten und ausgewogenen Vertretung der Interessengruppen;
  - e) Rechtmäßigkeit, Zuverlässigkeit und Korrektheit des Verhaltens und der Beiträge der Interessengruppen;
  - f) Nichtvergütung der Beteiligung der Interessengruppen an den einschlägigen Aktivitäten der OTIF.

### 3. Principles for involving stakeholders in the work of OTIF

- 3.1. The following principles should be complied with in involving stakeholders in the work of OTIF:
- a) compliance with COTIF, in particular, OTIF's aim, institutional structure and decision-making rules;
  - b) without compromising OTIF's legal status as an independent intergovernmental organisation, its reputation and credibility;
  - c) mutual respect and integrity;
  - d) proportionality, transparency, non-discrimination and inclusiveness of a broad and balanced representation of stakeholders;
  - e) Stakeholders' conduct and input should be lawful, credible and accurate;
  - f) Stakeholders' participation in relevant OTIF activities will not be remunerated.

#### 4. Parties prenantes enregistrées

4.1 Les associations internationales représentant les intérêts du secteur ferroviaire ainsi que les établissements universitaires, les universitaires, les chercheurs et les experts du transport ferroviaire portant un intérêt légitime aux activités pertinentes de l'OTIF et souhaitant y contribuer peuvent demander le statut de partie prenante enregistrée au sein d'un organe particulier de l'OTIF en soumettant un formulaire de demande.

4.2 Aux fins de l'enregistrement, un formulaire de demande contenant au minimum les informations suivantes devrait être soumis au secrétariat de l'organe compétent de l'OTIF :

- a) nom d'une personne physique ou morale ;
- b) statut juridique ;
- c) domaine(s) d'activité ;
- d) membres et conditions d'adhésion dans le cas d'une association internationale ;
- e) déclaration des domaines d'intérêt légitime dans les activités de l'OTIF ;
- f) adhésion aux principes énoncés au

#### 4. Registrierte Interessengruppen

4.1 Internationale Verbände, die die Interessen des Eisenbahnsektors vertreten, sowie akademische Einrichtungen, Wissenschaftler, Forscher und Sachverständige im Eisenbahnverkehr, die ein berechtigtes Interesse an den einschlägigen Aktivitäten der OTIF haben und einen Beitrag dazu leisten möchten, können durch Einreichung eines Antragsformulars den Status einer registrierten Interessengruppe in einem bestimmten Organ der OTIF beantragen.

4.2 Für die Registrierung ist ein Antragsformular beim Sekretariat des zuständigen OTIF-Organs einzureichen, das mindestens die folgenden Angaben enthält:

- a) Name der natürlichen oder juristischen Person;
- b) Rechtsstatus;
- c) Tätigkeitsfeld(er);
- d) im Falle von internationalen Verbänden Mitglieder und Bedingungen für die Mitgliedschaft;
- e) Erklärung über die Bereiche des berechtigten Interesses an den Tätigkeiten der OTIF;
- f) Bekenntnis zu den in Punkt 3

#### 4. Registered stakeholders

4.1. International associations representing the interests of the railway sector and academic institutions, academics, researchers and experts in railway transport having a legitimate interest in and wishing to contribute to relevant OTIF activities may apply for the status of registered stakeholder in a particular organ of OTIF by submitting an application form.

4.2. In order to register, an application form should be submitted to the Secretariat of the relevant OTIF organ containing at least the following information:

- a) name of a natural or legal person;
- b) legal status;
- c) area(s) of activities;
- d) membership and conditions for membership in case of international associations;
- e) declaration of the areas of legitimate interest in OTIF activities;
- f) commitment to the principles set

<p>point 3 ;</p> <p>g) engagement à contribuer à l'élaboration, à l'application, à la diffusion, à la promotion, à la veille et/ou à l'évaluation des instruments juridiques de l'OTIF ;</p> <p>h) point de contact (nom, titre, coordonnées) dans le cas d'une personne morale.</p>	<p>genannten Grundsätzen;</p> <p>g) Verpflichtung, einen Beitrag zur Ausarbeitung, Anwendung, Verbreitung, Förderung, Überwachung und/oder Bewertung der Rechtsinstrumente der OTIF zu leisten;</p> <p>h) im Falle einer juristischen Person eine Kontaktstelle (Name, Titel, Kontaktangaben).</p>	<p>out in point 3;</p> <p>g) commitment to contribute to developing, applying, disseminating, promoting, monitoring, and/or assessing OTIF's legal instruments;</p> <p>h) a focal point (name, title, contact details) in case of a legal person.</p>
<p>4.3 Le secrétariat de l'organe compétent de l'OTIF devrait examiner la conformité aux exigences formelles. L'organe compétent de l'OTIF devrait accorder le statut de partie prenante enregistrée sur la base de la demande soumise, en tenant compte de l'avis du Secrétariat. Dans la mesure du possible, de telles décisions devraient être prises par voie de procédure écrite tacite et par consensus. Un délai d'objection d'au moins 14 jours doit être accordé aux membres de l'organe concerné de l'OTIF à compter du moment où le Secrétariat soumet la demande pour décision. S'il y a au moins une objection, l'organe concerné de l'OTIF devrait examiner la demande en question à sa session suivante.</p>	<p>4.3 Das Sekretariat des zuständigen OTIF-Organs sollte die Einhaltung der formalen Anforderungen prüfen. Das zuständige OTIF-Organ sollte auf der Grundlage des Antrags und unter Berücksichtigung der Meinung des Sekretariats den Status einer registrierten Interessengruppe gewähren. Soweit möglich, sollten solche Entscheidungen im Wege eines schriftlichen, stillschweigenden Verfahrens und im Konsens getroffen werden. Den Mitgliedern des zuständigen OTIF-Organs müssen ab der Übermittlung eines Antrags durch das Sekretariat mindestens 14 Tage zur Einlegung von Widersprüchen gegeben werden. Liegt mindestens ein Widerspruch vor, sollte das zuständige Organ der OTIF den betreffenden Antrag bei seiner nächsten Tagung prüfen.</p>	<p>4.3. The Secretariat of the relevant OTIF organ should examine compliance with the formal requirements. The relevant OTIF organ should grant the status of registered stakeholder on the basis of the application, taking into account the opinion of the Secretariat. To the extent possible, such decisions should be taken by means of a written tacit procedure and by consensus. The members of the relevant OTIF organ must be given at least 14 days from the submission by the Secretariat of an application for decision to express their objections. If there is at least one objection, the relevant OTIF organ should consider the application in question at its next session.</p>
<p>4.4 L'organe compétent de l'OTIF peut suspendre ou révoquer le statut de partie prenante enregistrée en appliquant par analogie la procédure définie au point 4.3, en cas de non-conformité aux principes</p>	<p>4.4 Das zuständige Organ der OTIF kann bei Nichteinhaltung der in Punkt 3 genannten Grundsätze den Status der registrierten Interessengruppe unter entsprechender Anwendung des in Punkt 4.3 beschriebenen</p>	<p>4.4. The relevant OTIF organ may suspend or revoke the status of registered stakeholder by applying - mutatis mutandis - the procedure set out in point 4.3 in case of non-compliance with the</p>

énoncés au point 3.

4.5 Le secrétariat de chaque organe concerné de l'OTIF devrait :

- a) préparer un formulaire de demande pour les personnes physiques ou morales souhaitant devenir parties prenantes enregistrées ;
- b) recevoir les demandes, les examiner à titre préliminaire et les soumettre pour décision à l'organe concerné de l'OTIF ;
- c) tenir et publier sur le site Internet de l'OTIF la liste des parties prenantes enregistrées. Les coordonnées personnelles ne seront toutefois pas publiées.

### 5. Droits des parties prenantes enregistrées

5.1 Eu égard à leurs domaines d'intérêt déclarés (voir point 4.2), les parties prenantes enregistrées devraient :

- a) être invitées en qualité d'observateurs aux réunions pertinentes de l'OTIF, dans leur intégralité ou en partie, sans aucune procédure administrative supplémentaire ;
- b) être autorisées à soumettre et présenter des positions sur les sujets discutés par les organes de l'OTIF, à condition que ces

Verfahrens aussetzen oder widerrufen.

4.5 Das Sekretariat des jeweiligen Organs der OTIF sollte:

- a) ein Formular für den Antrag einer natürlichen oder juristischen Person auf den Status einer registrierten Interessengruppe erstellen;
- b) die Anträge entgegennehmen, vorläufig prüfen und dem zuständigen OTIF-Organ zur Entscheidung vorlegen;
- c) eine Liste der registrierten Interessengruppen führen und auf der Website der OTIF veröffentlichen. Die persönlichen Kontaktdaten werden jedoch nicht öffentlich zugänglich sein.

### 5. Rechte registrierter Interessengruppen

5.1 In Übereinstimmung mit ihren erklärten Interessengebieten (siehe Punkt 4.2) sollten die registrierten Interessengruppen

- a) ohne zusätzliche ~~Verwaltungs-~~verfahren als Beobachter zu einschlägigen OTIF-Tagungen oder Teilen davon eingeladen werden;
- b) berechtigt sein, Stellungnahmen zu den von den OTIF-Organen behandelten Themen abzugeben und vorzutragen, sofern die

principles set out in point 3.

4.5. The Secretariat of a relevant OTIF organ should:

- a) prepare an application form for the natural or legal person wishing to become a registered stakeholder;
- b) receive, preliminarily examine and submit the applications to the relevant OTIF organ for decision;
- c) maintain and publish on OTIF's website the list of registered stakeholders. However, personal contact details will not be publicly available.

### 5. Rights of registered stakeholders

5.1. In accordance with their declared areas of interest (see point 4.2), registered stakeholders should be

- a) invited to relevant OTIF meetings or parts of them as observers without any additional administrative procedures;
- b) authorised to submit and present opinions with regard to subjects discussed by OTIF organs, provided that these discussions

<p>discussions ne soient pas limitées aux membres de l'OTIF ;</p> <p>c) avoir la possibilité de soumettre une position écrite avant que l'organe concerné de l'OTIF prenne une décision par voie de procédure écrite sur des propositions de modifications à la COTIF ou au Rapport explicatif. Un délai d'au moins 14 jours à compter de la date de réception des projets de propositions du Secrétariat devrait être autorisé pour la soumission d'une telle position. Les positions reçues devraient être jointes aux propositions soumises pour décision par voie de procédure écrite ;</p> <p>d) avoir la possibilité de suggérer des questions à examiner dans le cadre d'un programme ou d'une réunion particulière ;</p> <p>e) être consultées et activement impliquées dans les activités pertinentes de l'OTIF comme les consultations écrites et la collecte de données aux fins de la veille et de l'évaluation des instruments juridiques.</p>	<p>Beratungen nicht auf die Mitglieder der OTIF beschränkt sind;</p> <p>c) die Möglichkeit erhalten, eine schriftliche Stellungnahme abzugeben, bevor das zuständige OTIF-Organ im schriftlichen Verfahren über Vorschläge oder Änderungen des COTIF oder der dazugehörigen Erläuternden Bemerkungen entscheidet. Die Frist für die Abgabe einer solchen Stellungnahme sollte mindestens 14 Tage betragen, gerechnet ab dem Zeitpunkt der Zustellung des Vorschlagsentwurfs durch das Sekretariat. Die eingegangenen Stellungnahmen sollten den Vorschlägen beigefügt werden, die im schriftlichen Verfahren zur Entscheidung vorgelegt werden;</p> <p>d) die Möglichkeit erhalten, Themen für ein Arbeitsprogramm oder eine spezifische Tagung vorzuschlagen;</p> <p>e) konsultiert und aktiv in relevante OTIF-Aktivitäten wie schriftliche Konsultationen und Datenerhebungen für die Überwachung und Bewertung von Rechtsinstrumenten eingebunden werden.</p>	<p>are not restricted to OTIF members;</p> <p>c) given the opportunity to submit a written opinion before the relevant OTIF organ takes a decision by written procedure on proposals for or modification to COTIF or the Explanatory Report to it. At least 14 days should be allowed to submit such an opinion from the date of receipt of draft proposals from the Secretariat. The opinions received should be attached to proposals submitted for decision by written procedure;</p> <p>d) given the opportunity to suggest subjects for consideration for a work programme or particular meeting;</p> <p>e) consulted and actively involved in relevant OTIF activities, such as written consultations, data collection for the monitoring and assessment of legal instruments.</p>
<p>5.2 Les droits prévus au point 5.1 sont sans préjudice de la COTIF et du règlement intérieur applicable, en particulier du fait que l'accès à certaines réunions ou certaines de</p>	<p>5.2 Die Rechte in Punkt 5.1 gelten unbeschadet des COTIF und der geltenden Geschäftsordnung, insbesondere der Tatsache, dass bestimmte Tagungen oder</p>	<p>5.2. The rights in point 5.1 are without prejudice to COTIF and applicable Rules of Procedure, in particular, the fact that certain meetings or parts of</p>

leurs parties, ainsi qu'aux documents, peut être limité aux membres de l'OTIF.

### **6. Recommendations finales**

- 6.1 Si plusieurs organes de l'OTIF décident d'appliquer la présente recommandation, le Secrétariat de l'OTIF devrait envisager d'harmoniser sa mise en œuvre et de consolider les listes des observateurs enregistrés, si cela peut être utile.
- 6.2 Les parties prenantes enregistrées sont invitées à partager leurs expériences sur l'utilisation de la présente recommandation.

Teile davon sowie Dokumente auf OTIF-Mitglieder beschränkt sein können.

### **6. Abschließende Empfehlungen**

- 6.1 Falls mehrere OTIF-Organe beschließen, diese Empfehlung anzuwenden, sollte das Sekretariat der OTIF erwägen, sofern sinnvoll, ihre Umsetzung zu harmonisieren und die Listen der registrierten Beobachter zu konsolidieren.
- 6.2 Registrierte Interessengruppen werden gebeten, ihre Erfahrungen mit der Anwendung dieser Empfehlung mitzuteilen.

them, as well as documents, may be restricted to OTIF members.

### **6. Final recommendations**

- 6.1. If several OTIF organs decide to apply this Recommendation, the Secretariat of OTIF should consider harmonising its implementation and consolidating the lists of registered observers, if this would be useful.
- 6.2. Registered stakeholders are invited to share their experience about the use of this Recommendation.